

Les crédits

bien voir la valeur du dollar canadien établie entre 75 et 80c. et les taux d'intérêt à 11 p. 100? Il serait intéressant d'obtenir une réponse à cette question.

Je crois que nous avons la réponse, car nous les avons entendus s'exprimer. S'ils avaient à choisir entre les deux—ils ne pourront pas avoir les deux puisque la TPS stimulera l'inflation qui ne permettra pas de faire baisser les taux d'intérêt autant que le voudrait le ministre—mais je pense qu'il serait très instructif de demander à l'Association des manufacturiers canadiens, au secteur des pâtes et papiers et au secteur des mines s'ils préféreraient avoir un dollar à 75 ou 80c. et un taux d'intérêt à 11 p. 100, ou bien la TPS.

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Monsieur le Président, il s'agit d'un autre exemple de la tactique du porte-parole principal du Parti libéral en matière de finances. La question n'appelle pas un choix. Nul ne l'a posée et nul ne devrait la poser s'il savait de quoi il parle.

Nous voulons imposer la TPS pour des raisons fondamentales, parce que la taxe actuelle ne marche plus, et il le sait très bien. Il sait aussi parfaitement bien que les exportateurs, les fabricants et d'autres dans ce pays, dont dépendent un grand nombre d'emplois, ont besoin de la TPS.

La valeur du dollar canadien et notre politique monétaire sont tout à fait distinctes du fait que nous adoptions la TPS ou non. La politique monétaire doit servir à régler la question de l'inflation contre laquelle nous nous battons depuis deux ans et demi, trois ans.

Mon collègue a fait allusion au rapport du Comité des finances publié il y a un an à peu près. À cette époque, le crédit hypothécaire augmentait de 17 p. 100, le crédit à la consommation, de 12 à 14 p. 100 par an et le crédit commercial, de 11 p. 100, alors que la croissance de l'économie n'était que de 7 ou 8 p. 100.

• (1610)

S'il laisse entendre qu'il aurait été judicieux, intelligent et prudent pour le gouverneur de la Banque du Canada de réduire les taux d'intérêt au moment où la demande de crédit était très forte, et que cela n'entraînerait pas une hausse considérable de l'inflation, alors j'estime qu'il a tout à fait tort, car c'est exactement ce qui se serait produit et c'est pour cette raison que nous avons jugé qu'il était important de procéder comme nous l'avons fait.

Je lui rappelle que, en août 1988, les premiers ministres provinciaux nous avaient recommandé à l'unanimité de réduire les taux d'intérêt. Si nous l'avions fait, le taux d'inflation se rapprocherait probablement aujourd'hui de celui de la Grande-Bretagne, qui se situe à 10,9 p. 100.

Il dit que nous avons promis une taxe visible. Or, j'ignore comment nous pourrions rendre cette taxe—encore plus visible. Je souhaiterais qu'elle soit invisible.

J'ai toujours dit préférer avant tout une taxe harmonisée. Le Québec harmonise la sienne avec la nôtre. La Saskatchewan et d'autres provinces parlent également d'harmonisation.

Est-il équitable que le crédit pour TPS réduise le montant d'impôts versés par les familles qui gagnent moins de 30 000 \$? À mon avis, c'est là une taxe équitable.

Par ailleurs, nous pouvons débattre jusqu'aux calendres grecques de la question de la non-incidence sur les recettes. J'ai énoncé très clairement la position du gouvernement du Canada et je m'en tiens à ce que j'ai dit.

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre qui dit que seule l'opposition libérale semble s'opposer à cette mesure insidieuse.

Il sait sans doute que l'un de ses collègues a déclaré récemment à la presse qu'il avait songé à changer de parti à cause de la TPS. Il aurait dit entre autres: «Notre bureau n'a jamais reçu autant d'appels et de lettres et on ne m'a jamais rebattu les oreilles d'autant de questions brûlantes. Même si les électeurs se plaignent de tout, depuis le libre-échange jusqu'à la crise d'Oka, en passant par le lac Meech, les qualités de chef du premier ministre Brian Mulroney et les récentes nominations controversées au Sénat, la TPS reste leur principal grief.»

Une voix: Oh, oh!

Mme Copps: Le député de St. John's—Est crie «C'est de la propagande». Dans ce cas, monsieur le Président, il devrait savoir que ces déclarations ont été faites récemment aux journaux par le député d'Hamilton—Wentworth qui était encore membre du Parti conservateur, la dernière fois que j'ai vérifié.

Quelle réponse le ministre a-t-il à donner à son collègue qui subit évidemment les pressions de ses électeurs,